

# Cahier des Clauses Techniques Particulières

## LOT COURANTS FAIBLES

---

Emetteur : Christophe HUGUET  
christophe.huguet@bureauveritas.com  
06 35 82 19 06

Antoine DESJARDINS  
Antoine.desjardins@bureauveritas.com  
07 86 52 51 48

Date d'émission : jeudi 1er février 2024

---

Remplacement du contrôle d'accès et de l'anti-intrusion du palais de la bourse, siège de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Grand Lille

---

Maitre d'ouvrage CCI Grand Lille Haut de France  
40 place du Théâtre  
CS 60359  
59020 Lille Cedex



---

Maitre d'œuvre BUREAU VERITAS SOLUTIONS  
299 rue du Général De Gaulle  
59700 MARCQ EN BAROEUL



# TABLE DES MATIERES

<b>1. GENERALITES</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET	4
1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX	5
1.3 NORME ET REGLEMENTS	5
1.4 MATERIAUX ET PRODUITS	5
1.5 ECHANTILLONS	6
1.6 ASSURANCE	6
1.7 CERTIFICATION DES ENTREPRISES	6
1.8 CONTRAINTES DU SITE	7
1.9 FORMATION	7
1.10 NETTOYAGE	7
1.11 RECEPTION DES SUPPORTS	7
1.12 CONTROLE DES INSTALLATIONS ET ESSAIS	7
1.13 PRIX	7
<b>2. CONTROLE D'ACCES BATIMENT</b>	<b>8</b>
2.1 GENERALITES	8
2.2 DESCRIPTION DU CONTROLE D'ACCES	8
2.2.1 DEPOSE DES MATERIAUX	8
2.2.2 LECTEUR DE BADGES	8
2.2.3 BADGES	8
2.2.4 GESTION SUPERVISEE DE L'INTRUSION	8
2.2.5 ENCODEUR	9
2.2.6 SUPERVISION CONTROLE D'ACCES	9
2.2.7 ALIMENTATION BATTERIE	9
2.2.8 COFFRET	9
2.2.9 UNITE DE TRAITEMENT LOCALE	9
2.2.10 MODULES EXTENSION	10
2.2.11 DISPOSITIF DE VERROUILLAGE DES PORTES	10
2.2.12 ORDINATEUR	10
2.2.13 FORMATION CONTROLE D'ACCES	10
2.2.14 CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE	10
<b>3. ALARME ANTI-INTRUSION</b>	<b>11</b>
3.1 GENERALITE	11
3.2 DESCRIPTION DE L'ALARME ANTI-INTRUSION	11
3.2.1 CENTRALE D'ALARME	11
3.2.2 ALIMENTATION BATTERIE	12
3.2.3 CLAVIER DE COMMANDE DE LA CENTRALE D'ALARME	12
3.2.4 CARTE IP	12
3.2.5 CARTE EXTENSION	12

3.2.6	CONTACTEUR DE PORTE	12
3.2.7	REPORT TELESURVEILLANCE	12
3.2.8	GARANTIES	12
3.2.8.1	Garantie de fourniture	13
3.2.8.2	Garantie de fonctionnement et de parfait achèvement	13
3.2.8.3	Garantie d'exploitation	13
3.2.8.4	Garantie des logiciels	13
3.2.8.5	Droit d'emploi	13
3.2.9	ESSAIS	13
3.2.10	RACCORDEMENTS	13
3.2.11	FORMATION ANTI-INTRUSION	14
3.2.12	CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE	14

## **4. REHABILITATION DES MENUISERIES** **15**

<b>4.1</b>	<b>GENERALITE</b>	<b>15</b>
4.1.1	CONSISTANCE DES TRAVAUX	15
4.1.2	CONTENU DU MARCHE	15
4.1.3	FERMETURE DES PORTES	15
4.1.4	ACCES DE CHANTIER / CONDITIONS PARTICULIERES	15
4.1.5	SERRURERIE ET QUINCAILLERIE	16
4.1.6	NETTOYAGE	16
<b>4.2</b>	<b>DESCRIPTION DE LA REHABILITATION DES MENUISERIES</b>	<b>16</b>
4.2.1	DEPOSE	16
4.2.2	REGLAGE GENERALE DE LA PORTE : L'OUVERTURE ET FERMETURE	16
4.2.3	FERME PORTE	16
4.2.4	FERME-PORTE ENCASTRE	17
4.2.5	RONDELLES DES PAUMELLES	17
4.2.6	BUTOIR	17
4.2.7	REPARATION BATIS	17

## 1. Généralités

Ce document présente le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des équipements de mise en sûreté du site, à savoir :

- Le contrôle d'accès
- Le système de détection intrusion
- Réhabilitation de la menuiserie

L'objectif de la mise en place du dispositif de sûreté du site est :

- De contrôler et filtrer le flux de personnes en gérant les accès (contrôle d'accès)
- D'empêcher la pénétration des personnes indésirables sur le site (intrusion)
- D'acquérir et d'exploiter ou centraliser un ensemble d'informations ou d'alarmes provenant d'autres dispositifs de sécurité ou techniques (système CVC, GTB, système incendie etc.)

Enfin, le système proposé devra permettre une exploitation simple et conviviale, alliant pérennité et évolution. Pour cela, le fournisseur du système devra être le développeur et le concepteur tant sur la partie logicielle que matérielle.

Ce chapitre présente le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des équipements de mise en sûreté du site, à savoir le système contrôle d'accès, de détection intrusion et menuiserie intérieure. L'objectif de la mise en place du dispositif de sûreté du site est d'assurer la protection des biens et des personnes en permettant l'acquisition et la centralisation d'un ensemble d'informations ou d'alarmes provenant d'autres dispositifs de sûreté déjà existant sur le site.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra fournir, installer et mettre en service les équipements inscrits dans le CCTP.

La présence d'un câblage est présente sur le site. Une maintenance et une vérification des périphéries conservées doivent être prévues afin de vérifier l'efficacité et le bon fonctionnement du matériel.

### 1.1 Objet

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les travaux et fournitures nécessaires aux installations de courants faibles et réhabilitation des menuiseries dans le cadre de la mise en sûreté des services du siège de la CCI Grand Lille.

Les travaux se feront conformément aux règlements professionnels, aux Documents Techniques Unifiés (DTU), aux Eurocodes, aux avis techniques des procédés utilisés, aux normes françaises et européennes.

L'Entreprise attributaire du présent lot doit la totalité des fournitures et travaux nécessaires à la finition complète de l'installation et à sa bonne marche selon les résultats demandés.

## 1.2 Consistance des travaux

Les travaux du présent lot comprendront :

Les installations réglementaires de chantier

- L'installation, la location de tous matériels et engins nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages
- Toutes les protections nécessaires pour assurer la sauvegarde des ouvrages existants avant son intervention
- Les études, dessins d'exécution, plans de détails des ouvrages
- Le contrôle d'accès
- L'alarme anti-intrusion
- La réhabilitation des menuiseries
- La fourniture des fiches techniques, procès-verbaux
- L'enlèvement des déchets, emballages, etc.
- Tous travaux et fournitures nécessaires et indispensable à une parfaite finition des travaux
- Le repli en fin de chantier concernant le matériel
- Tous les plans de recollement en fin de chantier, avant la réception
- Les dispositifs de sécurité nécessaires à son intervention et à l'entretien
- Le nettoyage

## 1.3 Norme et règlements

Les travaux seront réalisés en conformité avec les règles de l'Art et les normes françaises en vigueur le jour de la remise de l'offre et en particulier :

- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié concernant la sécurité dans les Établissements recevant du public
- La norme NF C 13-100 traitant de la construction et de l'installation des postes, raccordés à un réseau de distribution de 2ème catégorie.
- La norme NF C 15-100 concernant l'exécution et l'entretien des installations électriques basse tension, y compris additif et ses guides pratiques.
- Les règles de l'Art de la profession.
- Les documents techniques unifiés (D.T.U.).
- Les réglementations et directives relatives à la sécurité.
- Ainsi que l'ensemble de la réglementation en vigueur.
- Les prescriptions du présent Cahier des Clauses Techniques.

## 1.4 Matériaux et produits

L'entreprise adjudicataire devra présenter à la maîtrise d'œuvre un échantillonnage complet des matériaux et matériels utilisés. Tous les composants de l'installation doivent être neufs et sélectionnés conformément aux spécifications détaillées du présent document.

L'Entrepreneur fournira à l'approbation de conformité pour tout le matériel installé à la maîtrise d'œuvre.

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné à l'avis technique d'organismes officiels.

En cas de litige entre le Maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériel indiqués sont imposés à cette dernière sans supplément de prix.

## 1.5 Echantillons

En règle générale, l'entrepreneur du présent lot sera tenu de fournir et de présenter tous les échantillons demandés par la Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra tenir compte, à la suite de ces présentations, des modifications éventuelles demandées par la maîtrise d'œuvre

## 1.6 Assurance

L'entreprise devra produire une attestation de garantie décennale, ainsi que les attestations d'assurances professionnelles en responsabilité civile.

## 1.7 Certification des entreprises

Seront sélectionnée préférentiellement les entreprises candidates disposant de certifications de la compétence de leur personnel, telles que celles présentées ci-dessous ou équivalentes :

- APSAD I31
- APSAD C60
- APSAD D32
- APSAD NF367 I80
- APSAD D83
- QUALIFELEC CFLCPT (indice 2 ou 3) domaines AV, RC et SU minimum
- QUALIFELEC CFMGTI (indice 2 ou 3) domaines GT, RC et SU minimum

## 1.8 Contrainte du site

Les travaux se dérouleront dans le bâtiment de la CCI situé 40 place du Théâtre 59190 Lille. Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires afin de réduire au minimum les nuisances dues au chantier (bruits, accès livraison, poussières, etc.).

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que ce chantier se déroule en milieu occupé. L'entreprise doit prendre toutes les mesures nécessaires pour le respect des diverses contraintes du site et de sécurité générale :

- Laisser libre et propre à tout moment les voies d'accès
- Protéger les ouvrages conservés, l'entreprise s'assure des contraintes liées notamment aux bâtiments en activités et doit adapter son matériel en conséquence

## 1.9 Formation

L'entreprise devra prévoir dans ses prix la formation sur site de l'exploitant de la CCI, pendant une durée de 2 jours minimum.

## 1.10 Nettoyage

L'Entrepreneur surveillera et assurera lui-même, avec le plus grand soin, ses nettoyages, dont il aura l'entière responsabilité et ce, pendant toute la durée du chantier. Avant les essais à la réception et avant réception, tous les ouvrages seront soigneusement nettoyés.

## 1.11 Réception des supports

Le lot courant faible effectuant les travaux à la suite d'un autre lot sera réputé les avoir réceptionnés avant mise en œuvre de ses ouvrages. Il lui incombera de faire les réserves nécessaires s'il y a lieu, avant toute intervention.

## 1.12 Contrôle des installation et essais

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 Janvier 1978.

En particulier, les entreprises devront, dans leur offre, définir leur programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception, et à leur charge, les essais et vérifications d'autocontrôle figurant sur le document COPREC N° 1 paru au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 06/11/98 - Cahier spécial N° 4954, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations techniques concernées.

## 1.13 Prix

Ce CCTP a pour objet de définir les travaux à réaliser et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif. Il demeure contractuellement convenu que l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Il devra inclure dans son offre toutes les sujétions et dispositifs pour la réalisation des travaux, pour assurer la sécurité et la protection des ouvrages déjà réalisés. Ces prix unitaires s'entendent fournitures neuves et mise en œuvre incluses.

## 2. Contrôle d'accès bâtiment

### 2.1 Généralités

Un contrôle d'accès implanté dans le bâtiment permettra de contrôler l'accès aux utilisateurs des locaux de la CCI.

L'ensemble des informations seront exploitées au poste de sécurité général par le logiciel inscrit ci-dessous.

Le Titulaire prévoira l'ensemble des équipements nécessaires au fonctionnement de l'installation (lecteurs, UTL, PC et logiciel).

Toute effraction entraînera une alarme vers une société de télésurveillance dont le contrat reste à la charge de l'exploitant.

Le réseau de sûreté est celui du client, donc existant, l'entrepreneur devra prévoir les liaisons de chaque UTL vers les éléments actifs du client en réalisant un cheminement des câbles tenant compte des contraintes liées au réseau.

Le câblage étant déjà installé. L'entreprise devra prévoir un contrôle afin de vérifier le fonctionnement des câbles.

### 2.2 Description du contrôle d'accès

#### 2.2.1 Dépose des matériaux

Tous les matériels existants du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion seront déposés par le présent lot, les matériels non récupérés par le maître d'ouvrage seront évacués au « tri sélectif » par le présent lot au titre de la dépose des équipements défectueux.

#### 2.2.2 Lecteur de badges

Fourniture et pose de lecteurs de badges. Ils seront installés sur le site. Les lecteurs de badges seront de type VREADER MIFARE ou techniquement équivalent. Fréquences : 13.56 MHz

Les lecteurs de badges seront raccordés aux UTL

Quantités : 33

#### 2.2.3 Badges

Fourniture et mise en œuvre de badges. Le format des badges se fera par carte de type V-badge MIFARE DESFIRE EV1 ou techniquement équivalent.

Les badges se visualiseront par un format de carte de crédit. Ils seront à fréquence de 13.56 MHz et de mémoire : 4096 bits. Les badges seront encodés et numérotés.

La programmation des badges sera réalisée

Quantité : 500

#### 2.2.4 Gestion supervisée de l'intrusion

Mise en œuvre du logiciel MOD-INTRUSION ou techniquement équivalent permettant la remontée des événements d'intrusion ainsi que la mise en et hors service de zones ou de groupes depuis le synoptique de supervision.

La communication entre VISOR et les centrales d'alarmes est de type IP

L'échange de données entre les équipements est de type OnLine, il doit être actif sur une machine de type PC ou Serveur.

Prévoir une aide en vue graphique par niveau Synoptique de chaque étage



## 2.2.5 Encodeur

Fourniture et pose de l'encodeur USB pour badges. Le lecteur sera connecté en USB à un poste de travail. Il sera compatible avec les badges MIFARE. Son système d'exploitation est compatible avec Windows, Linux, Mac OS X, Android.

Quantité : 1

## 2.2.6 Supervision contrôle d'accès

Fourniture et pose de lecteur pour logiciel VISOR de contrôle d'accès de type DONGLE 40 ou techniquement équivalent.

Logiciel de gestion et licence à installer dans le Serveur 3To fourni par le présent lot :

- Gestion centralisé (client-serveur)
- Suivi en temps réel : Contrôle et configuration à distance de portes ; groupe d'accès ; etc.
- Générer les rapports de fréquentations : alertes en cas de tentatives d'accès non autorisées, état de la porte
- Inscription des utilisateurs depuis un poste client par scanner USB
- Exportation des rapports individuels ou généraux sous format Excel ou PDF avec possibilité de configuration d'alarmes sur cartes ou individus ciblés

Le logiciel de contrôle d'accès et supervision sera installé sur le poste serveur 3To (fourni par le présent lot) et fonctionnera en version multi-utilisateurs, permettant à la fois de paramétrer, d'exploiter les badges et de visualiser des alarmes, défauts et états de fonctionnement du système sur le plan du site.

Il devra être simple d'utilisation et permettre de visualiser la totalité de l'architecture accès/utilisateurs. Il devra permettre la programmation des dispositifs de fermetures, des badges porte clef, l'intégration d'une nouvelle porte ou d'un nouvel utilisateur dans le système, l'annulation d'un badge porte clef égaré, etc.

L'entrepreneur installera ce logiciel et procèdera à la formation du personnel. Le logiciel sera fourni avec sa licence pour une durée de 2 ans minimum.

Le système proposé possèdera une arborescence Windows. Il sera raccordé sur un réseau de type Ethernet TCP/IP.

- Système d'exploitation 32-bit /64-bit -
- Carte réseau 100MB-BaseT ou supérieure

Le système assurera une sauvegarde automatique et périodique de la base de données sur un média à définir. Il permettra de définir et de paramétrer la date, l'heure et le chemin de la sauvegarde.

Quantité :1

## 2.2.7 Alimentation batterie

Fourniture et pose de batterie rechargeable de chez IZYX ou techniquement équivalent. La batterie permettra à l'alarme intrusion en cas de coupure de courant de faire fonctionner le système d'alarme pendant 1h. La batterie sera rechargeable et recyclable.

## 2.2.8 Coffret

Fourniture et pose de coffret d'alimentation pour centrales et modules d'extension permet l'alimentation de 1 ou 2 produits VAUBAN SYSTEM

## 2.2.9 Unité de traitement locale

L'ensemble sera constitué d'Unité de Traitement Locale (UTL) VERSO+ ou équivalent, permettant de gérer le contrôle d'accès et la détection intrusion. Les UTL seront raccordées au réseau du site.

## 2.2.10 Modules extension

Fourniture et pose de module d'extension de type V EXTA 4 ou techniquement équivalent

Localisation : sous-sol

Quantité : 2

Fourniture et pose de module d'extension de type V EST PLUS ou techniquement équivalent

Localisation : R+1 ; R+4

Quantité : 3

## 2.2.11 Dispositif de verrouillage des portes

Fourniture et pose d'une condamnation par verrou-électromagnétique. Condamnation de porte de communication

Localisation : porte aile port zone 303 R+3.

## 2.2.12 Ordinateur

Fourniture d'un ordinateur DELL de référence :

- Optiflex 7500 3,4 ghz 8Go
- Moniteur XU229HSU- B1

Quantité : 1

## 2.2.13 Formation contrôle d'accès

Le personnel appelé à utiliser et gérer ces systèmes devra avoir reçu une formation adéquate, celle-ci s'effectuera pendant le mois précédent les opérations de réception et pendant l'année de mise en service. La formation comprendra des démonstrations concernant chaque appareil de détection, de surveillance, de commande du système de sécurité et étude du manuel d'exploitation. Le personnel devra connaître l'emplacement et la fonction de chaque composant du système de sécurité.

L'entreprise délivrera les attestations de stage correspondantes.

## 2.2.14 Contrat d'entretien et de maintenance

Les modalités d'établissement d'un contrat d'entretien et de maintenance du système complet (conditions financières, délai d'intervention, délai de fourniture de matériel, périodicité des visites, modification de programme, etc.), feront l'objet d'un accord à négocier entre le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur.

Toutefois, l'entreprise est tenue de remettre à l'appel d'offres une proposition de contrat d'entretien et de maintenance.

### 3. Alarme anti-intrusion

#### 3.1 Généralité

Un système d'alarme anti-intrusion de type volumétrique a été mise en place et géré depuis la centrale.

Le principe de gestion des alarmes depuis la centrale se fera suivant un système « bus » sur lequel transiteront toutes les informations (données et ordres) à travers des modules reliés eux-mêmes aux points d'action (détecteurs).

Un contrôle permanent du bon fonctionnement de chaque détecteur sera transmis. À la moindre anomalie de l'un d'eux, la centrale devra le signaler avec précision, avec un libellé précis.

La mise en / hors service de l'alarme anti-intrusion se fera par activation de codes sur les claviers.

Le matériel de détection intrusion assurera une surveillance des différentes zones. Les zones seront à préciser avec le maître d'ouvrage au démarrage des travaux.

Lors d'une alarme de l'une des zones provenant d'un capteur, celle-ci sera signalée, par une information visuelle et sonore sur la Centrale et une information parlée via un transmetteur téléphonique.

Le raccordement au réseau doit être conforme aux normes et règles en vigueur de la CCI. Un document vous sera transmis par la DSI.

#### 3.2 Description de l'alarme anti-intrusion

##### 3.2.1 Centrale d'alarme

Il sera prévu la fourniture et la mise en œuvre d'une centrale d'alarmes techniques qui collectera les informations de défauts ou d'alarmes en provenance des différents équipements techniques installés dans le bâtiment.

L'équipement sera pourvu d'une centrale d'alarmes techniques associée à un transmetteur téléphonique ainsi que d'un logiciel regroupant toutes les informations.

Le système permet la détection et la signalisation des anomalies ou défaillances techniques des installations. Il permet le fonctionnement sur défaut ou contact fugitif ou sur défaut permanent.

Le matériel sera de marque HONEYWELL système GALAXY FLEX 20 ou techniquement équivalent. La centrale sera conforme aux normes NFC 48-211, NF 324-H58 et certifiée NF & A2P.

La centrale d'alarme utilisera un boîtier plastique modulaire permettant la mise en place de cartes optionnelles dont le raccordement sera facilité par l'utilisation de bretelles de raccordement.

La connexion d'un ordinateur via le port USB de la carte mère permettra une programmation simple grâce au logiciel GALAXY RSS.

Le serveur de gestion supervisera le dialogue des UTL, la sauvegarde automatique et périodique de la base de données et le paramétrage de l'heure et de la date. Le système permettra de centraliser et de gérer en temps réel la détection anti-intrusion.

Le logiciel de gestion avec licence permettra :

- Téléchargement automatique des données de configuration
- Présentation graphique
- Surveillance en temps réel des événements
- Réception et gestion de tous les types d'alarmes à partir de différents détecteurs d'intrusion
- Interface utilisateur conviviale permettant à l'opérateur d'agir rapidement et efficacement
- Identification de la source de l'alarme par des dessins ou plans graphiques

## 3.2.2 Alimentation batterie

Fourniture et pose de batterie rechargeable FX1218 et FX15DT de chez IZYX ou techniquement équivalent. La batterie permettra à l'alarme intrusion en cas de coupure de courant de faire fonctionner le système d'alarme pendant 1h. La batterie sera rechargeable et recyclable.

Unité FX1218 : 11

Unité FX15DT : 30

## 3.2.3 Clavier de commande de la centrale d'alarme

Clavier bus modèle GALAXY CP050 00 01 sous boîtier ABS, afficheur LCD 2x16 caractères rétro éclairé, permettra de déverrouiller les zones d'alarme anti-intrusion, d'accéder à la programmation du système et de fournir aux utilisateurs toutes les instructions et messages nécessaires à l'utilisation et à la programmation de la centrale.

Unité : 2

## 3.2.4 Carte IP

Fourniture et pose de carte IP pour centrale d'alarme permettant la transmission des alarmes et levé de doute vidéo.

## 3.2.5 Carte extension

Fourniture d'un module IP GALAXY E080-10 8 zones, transmetteur IP Ethernet de chez Honeywell ou techniquement équivalent.

- Transmetteur / modem sur réseau.
- Transmission aux protocoles.
- Supervision et maintenance à distance des centrales avec le logiciel GALAXY.

## 3.2.6 Contacteur de porte

Remplacement des contacteurs de portes non fonctionnel.

Les détecteurs d'ouverture seront utilisés pour le contrôle de la fermeture des accès et autres ouvrant directement accessibles ; ils seront de technologie magnétique et auto protégés. Dans le cas de portes à double battants (fixe et ouvrant), il sera prévu l'installation d'un contact par battant. Prévoir un contacteur de porte pour l'accès PMR.

## 3.2.7 Report télésurveillance

L'alerte de signalisation des événements (incendie, alarmes techniques, etc.) sera renvoyée vers une société de télésurveillance. La transmission des événements sera envoyée par moyen d'un transmetteur téléphonique et via l'ordinateur.

La transmission téléphonique sera raccordée au réseau téléphonique commuté par une ligne directe et renverra les informations concernant l'installation : alarme, état en service, état hors service. La mise en œuvre et le paramétrage du transmetteur téléphonique sont à la charge du présent lot.

## 3.2.8 Garanties

Toutes les installations exécutées par l'entreprise sont garanties conformes aux règles de l'art et conformes au projet d'exécution approuvé par le Maître d'Œuvre. L'entreprise devra s'engager à respecter toutes les procédures nécessaires pour le respect et l'application de ces garanties auprès des organismes concernés.

### 3.2.8.1 Garantie de fourniture

Le matériel et les installations seront garantis un an, à compter de la réception, conformément à la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 et ce, contre tous les vices de fabrication ou de montage. Cette garantie exclue les conséquences qui pourraient résulter de la mauvaise utilisation des appareils électriques ou de la non-observation des consignes d'exploitation des installations.

### 3.2.8.2 Garantie de fonctionnement et de parfait achèvement

Les installations seront garanties en bon état de fonctionnement et de parfait achèvement pendant une durée d'un an à dater de la réception des ouvrages (mise en service régulière). Au cours de cette période, l'entreprise sera tenue de rectifier tous les défauts de fonctionnement qui apparaîtraient, qu'elle qu'en soit la nature. L'entreprise sera notamment totalement responsable des incidents et dégradations qui pourraient se produire du fait de la non-fourniture en temps utile des documents d'exploitation, ou du fait d'erreurs contenues dans ces documents.

### 3.2.8.3 Garantie d'exploitation

L'entreprise garantie, en outre, que l'installation réalisée par elle correspond à toutes les caractéristiques énoncées dans sa proposition ainsi qu'à celles précisées ensuite dans les documents d'exécution approuvés et dans les documents d'exploitation. Elle s'oblige à mettre en état l'installation si l'exploitation révélait des non-concordances susceptibles de nuire à la bonne économie d'utilisation du système ou au confort des usagers.

### 3.2.8.4 Garantie des logiciels

Tous les progiciels et logiciels spécifiques livrés sont garantis deux ans à compter de la date de réception (au même titre que le matériel). Cette garantie portera sur l'adéquation des logiciels et progiciels aux fonctionnalités demandées, ainsi que sur l'absence d'erreur de conception, de programmation ou de paramétrage. Le titulaire s'engage à corriger ou faire corriger à ses frais les erreurs constatées au sein desdits logiciels ou progiciels. Le titulaire devra s'assurer et garantir au Maître d'Ouvrage que l'ensemble des fonctionnalités seront bien reconduites dans les versions ultérieures des logiciels et progiciels.

### 3.2.8.5 Droit d'emploi

L'entrepreneur déclare qu'il a bien et dûment le droit d'utiliser, de commercialiser et d'installer les produits et matériel correspondant aux travaux qu'il met en œuvre au titre du présent marché. Il garantit, en conséquence, le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé à ce sujet par des tiers, au cas où lui serait contesté le droit de les employer.

### 3.2.9 Essais

Le titulaire du présent lot devra la réalisation de la programmation de l'ensemble des équipements après concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, ainsi que la mise en service de l'ensemble de ses équipements.

### 3.2.10 Raccordements

Le titulaire du présent lot devra respecter les contraintes de la DSI pour le réseau de la CCI haut de France.

Le réseau informatique de la CCI est protégé par un par feu.

Le titulaire du marché devra donner les documents techniques de la solution retenu à la DSI tel que :

- Les ports à natter
- Les IP WAN du prestataire ou du fournisseur de la solution retenue

Un document précisant tous les contraintes d'accès interne- externe sur le paramétrage du réseau de de la CCI des hauts de France retenue vous sera fourni par la DSI.

La DSI est décisionnaire sur le paramétrage IP VLAN. En cas de télémaintenance, le prestataire devra fournir l'ensemble des informations techniques.

### 3.2.11 Formation anti-intrusion

À une date fixée en accord avec le Maître d'Ouvrage, l'entreprise déléguera des représentants qualifiés pour former le personnel désigné sur les installations réalisées. Pendant cette période, le représentant de l'entreprise instruira le personnel de la constitution de tous les appareils, ainsi que du fonctionnement et du réglage de tous les organes de commande, de sécurité et de contrôle, et lui donnera, en outre, tous les renseignements indispensables pour assurer le fonctionnement normal et l'entretien courant.

### 3.2.12 Contrat d'entretien et de maintenance

Toute installation d'alarme intrusion doit faire l'objet d'un contrat d'entretien reconductible annuellement et doit être visitée au moins 1 fois par an. L'installateur doit être en mesure de procéder le plus rapidement possible et au plus tard dans la journée, sous réserve que l'utilisateur donne l'accès aux locaux, au dépannage des installations en dérangement. Dans le cadre d'un contrat d'entretien, le délai maximum d'intervention de l'installateur est fixé en accord avec la Maîtrise d'Ouvrage.

## 4. Réhabilitation des menuiseries

### 4.1 Généralité

#### 4.1.1 Consistance des travaux

Les travaux comprennent l'usinage, la fourniture, la pose, la fixation et le réglage de tous les éléments et accessoires tels que définis, de manière non exhaustive, au présent CCTP.

Pour tous les détails particuliers d'exécution, l'entreprise du présent lot doit prévoir dans sa prestation, tous les ouvrages et pièces nécessaires à leur parfaite réalisation, même s'ils ne sont pas clairement définis au descriptif ou notifiés sur les documents graphiques.

En tout état de cause, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'un oubli à ce sujet. Outre les demandes particulières et non exhaustives indiquées ci-dessous, l'entrepreneur prévoit, au minimum, au présent article de son offre le coût de la consistance des travaux définis dans les « Prescriptions communes à tous les corps d'état ».

Le présent cahier règle les conditions particulières d'exécution des travaux de réhabilitation des menuiseries intérieure en vue du remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion du palais de la bourse, siège de la chambre de commerce et de l'industrie Grand Lille.

L'entreprise devra maintenir le PV de réaction au feu des portes

#### 4.1.2 Contenu du marché

Sont à la charge de l'entrepreneur du présent lot :

- Les traitements et protections imposés par le DTU et le présent descriptif,
- La dépose des éléments changés
- Le réglage et l'ajustage des menuiseries,
- L'enlèvement des gravois, déchets et emballages occasionnés par l'intervention du présent lot,
- Protection des ouvrages conservés et particulièrement dans les circulations.

#### 4.1.3 Fermeture des portes

D'une façon générale, l'ensemble des portes de la CCI présente différents types de serrurerie- quincaillerie.

Type :

- Ventouse électromagnétique
- Ferme porte automatique
- Verrou DAS
- Gâche électrique

#### 4.1.4 Accès de chantier / conditions particulières

Il est expressément rappelé que durant toute la durée de la réhabilitation l'accès au chantier se fera par l'entrée principale.

L'entrepreneur du présent lot devra être vigilant aux conditions particulières du site. En effet les travaux s'effectueront dans un site occupé.

L'entrepreneur doit apporter un soin tout particulier à la protection de l'environnement et du bâti existant et prendre toutes les précautions pour ne pas dégrader les voiries publiques ou privées situées dans les environs immédiats du chantier.

L'entrepreneur reste responsable de tous les dégâts ou dommages qui en résulteraient du fait de l'activité du chantier.

## 4.1.5 Serrurerie et quincaillerie

La quincaillerie utilisée devra répondre aux normes en vigueur. Toutes les pièces de quincaillerie auront reçu un revêtement de surface les protégeant contre l'oxydation. Le choix, le mode de fixation et le nombre des quincailleries doivent permettre de satisfaire aux essais d'ouvrages, qu'ils soient ouvrants ou fixes.

## 4.1.6 Nettoyage

Après exécution des travaux, dans un délai de deux jours pour chaque niveau, un nettoyage complet doit être effectué après évacuation. Les reprises dues pour malfaçons ou oublis ne pourront alors faire l'objet de suppléments de prix.

## 4.2 Description de la réhabilitation des menuiseries

### 4.2.1 Dépose

L'entreprise prévoir la dépose des huisseries indiqués afin de prévoir une pose des nouvelles huisseries.

### 4.2.2 Réglage générale de la porte : l'ouverture et fermeture

L'entreprise prévoit la remise en état des portes réglage des portes, son ajustage.

Cela comprend :

- Réglage, petite remise en état, graissage des organes de manœuvre, rabotage si besoin, remplacement des joints anti-pince doigt, dans le cadre des portes double action, et toutes sujétions pour fonctionnement parfait
- Vérification du fonctionnement des ferme-portes et sélecteurs avec vérification des fixations de l'état des composants, graissage des organes de manœuvre, réglages pour fermeture correcte et toutes sujétions pour fonctionnement parfait
- Vérification des maintiens ventouses électromagnétiques avec positionnement des éléments ventouses et contre plaque, vérification du maintien
- Remise en norme des retenues magnétiques
- Remplacement des équipements défectueux

### 4.2.3 Ferme porte

Les fermes-portes en remplacement seront de marque DORMA, LEVASSEUR ou équivalent, et devront satisfaire aux réglementations suivantes :

Le ferme-porte est de type à came symétrique et bras à glissière, avec vitesse de fermeture et à coup final réglables, de force appropriée au degré coupe-feu et au poids du vantail, conforme aux normes :

- Règlement CE,
- Norme européenne EN 1154 exigeant une force minimum en fin de fermeture au point 0,
- Réglementation accessibilité des PMR imposant un effort à l'ouverture < à 50 Newtons.

Ils seront équipés de bras à glissière à came et contre piston afin de correspondre aux exigences des normes et règlements en vigueur

Modèle adapté à chaque porte selon nature, composition, degré de résistance au feu, dimensions et poids du vantail.

Unité : 9

Localisation : 059 ,002 ,003 ,013 ,017, 018, 019, 001 ,004 ,096 ,093, 014,



## 4.2.4 Ferme-porte encastré

Fourniture et pose de ferme porte encastré à frein hydraulique de type GEZE, encastré dans le chant de la porte ou du dormant avec réglage et contrôle de fermeture (vitesse de fermeture et à coup final) pour toutes les portes sans exception, sélecteur d'ouverture pour les portes à deux vantaux.

Puissance suivant poids du vantail et respect de la norme d'accessibilité handicapé.

Unité : 21

Localisation : Porte 015, 012, 010, 011, 131, 132, 134, 165, 167, 032, 174, 210, 253, 232, 213, 201, 318, 295, 370, 362, 371

## 4.2.5 Rondelles des paumelles

Remplacement des rondelles des paumelles en aluminium moulées, laquées en Epoxy polyester RAL 7038, indémontables se décomposant ainsi :

- 2 paumelles simples, montées avec un axe en inox goupillé, et deux bagues polyamide autolubrifiant pour éviter les grincements
- 1 paumelle à ressort, ayant deux ½ axes goupillés en inox, dont l'un permettra le réglage progressif de la tension du ressort, ce dernier assurant aussi la fermeture automatique et contrôlée de la porte. Une vis pointeau maintiendra la tension du ressort.

Unité : 33

Localisation : Porte 059 ,002 ,003 ,013 ,017, 018, 019, 001 ,004 ,096 ,093, 014, 015, 012, 010 ,011 ,131, 132 ,134 , 165, 167, 032 ,174, 210 ,253 ,232 ,213 ,201 ,318 ,295, 370, 362, 371

## 4.2.6 Butoir

Fourniture et pose de butoir de porte de chez Bricard ou techniquement équivalent. Support en aluminium laqué argent, embase, dimensions prévisionnelles : 90 x 45 mm, butoir caoutchouc avec ressort, compartiment et goujon du butoir en acier inoxydable, Butoir au sol à visser.

Unité : 33

Localisation : Porte 059 ,002 ,003 ,013 ,017, 018, 019, 001 ,004 ,096 ,093, 014, 015, 012, 010 ,011 ,131, 132 ,134 , 165, 167, 032 ,174, 210 ,253 ,232 ,213 ,201 ,318 ,295, 370, 362, 371

## 4.2.7 Réparation bâtis

L'entreprise prévoir la réparation des bâtis de portes dégradés à la suite des précédentes infractions.

Localisation : bloc porte sous-sol